

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de l'Aménagement du territoire, des Travaux publics et du Transport de la Région de Bruxelles-Capitale, le 17 janvier 1996, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un avant-projet d'ordonnance "modifiant l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme", a donné le 22 janvier 1996 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 17 januari 1996 door de Minister van Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken en Vervoer van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie "tot wijziging van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw", heeft op 22 januari 1996 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

"Il est nécessaire que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale adopte sans retard le projet d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme de manière à ce qu'il puisse être soumis, au plus tôt, au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale de sorte qu'il soit mis fin aux graves dysfonctionnements présents dans la procédure d'instruction actuelle des demandes de permis d'urbanisme.

La modification de l'ordonnance du 29 août 1991 s'impose avec d'autant plus d'urgence que les délais réels d'instruction des demandes de permis d'urbanisme auxquels sont soumis les particuliers sont tels qu'ils mettent en cause la confiance des citoyens dans le fonctionnement de l'administration".

*

*

*

EXAMEN DU PROJET.

Proposant.

Il y a lieu d'écrire :

"Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du territoire, des Travaux publics et du Transport,".

.../...

Arrêté de présentation.

Conformément à l'usage, il serait préférable d'écrire in fine : "... le projet d'ordonnance dont la teneur suit :".

Dispositif.

Article 2.

1. Il résulte des explications du délégué du gouvernement que les auteurs du projet sont partis de l'idée que la phrase qui, dans le texte actuel de l'article 109 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, commence par les mots "Dans le cas contraire, ..." forme l'alinéa 4 de cet article. Or, cette phrase ne forme pas un alinéa distinct : elle constitue la seconde phrase de l'alinéa 3 de l'article 109.

La disposition en projet doit être corrigée à la lumière de cette observation.

2. La présentation suivante est proposée :

"Art. 2. A l'article 109 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, modifié par l'ordonnance du 23 novembre 1993, sont apportées les modifications suivantes :

.../...

1° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 3 et 4 (1) :

"Une copie ... ";

2° les alinéas suivants sont ajoutés :

"Lorsque ...

Le Gouvernement ...".

3. L'alinéa 6 en projet s'applique dans l'hypothèse où "la demande requiert la consultation d'administrations ou instances".

La formulation de cette hypothèse est empruntée à la version originelle de l'article 119 de l'ordonnance du 29 août 1991, dont l'alinéa 4 était rédigé comme suit :

"Lorsque la demande requiert la consultation d'administrations ou d'instances concernées, les délais visés au deuxième alinéa (2) sont augmentés de trente jours".

Dans deux avis, la section de législation du Conseil d'Etat a estimé qu'étant donné le sens du verbe

(1) Et non pas entre les alinéas 4 et 5.

(2) Il s'agit des délais prévus pour la notification de la décision par laquelle le collège des bourgmestre et échevins statue sur une demande de permis.

"requérir", cette disposition se référerait à des hypothèses où la consultation est imposée, au titre de formalité obligatoire, en vertu d'un texte exprès, à l'exclusion des cas où l'autorité estimerait une telle consultation simplement opportune (1). Compte tenu de ces avis, l'article 119 de l'ordonnance du 29 août 1991 a, par la suite, été modifié pour remplacer le mot "requiert" par l'expression "donne lieu à" (2); cette expression permet d'inclure non seulement l'hypothèse où un avis est requis en vertu d'une disposition expresse, mais aussi celle où un avis est sollicité d'initiative par l'autorité saisie de la demande de permis (3).

L'alinéa 6 en projet doit être revu à la lumière de cette précision.

La même observation vaut pour l'article 116, § 1er, alinéa 6, et pour l'article 128, alinéa 2, en projet.

-
- (1) Avis L. 21.611/9 sur un projet d'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'instruction des demandes de permis d'urbanisme et de certificat d'urbanisme, et avis L. 22.199/9 sur un projet d'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'instruction des demandes de permis de lotir et de certificats d'urbanisme en vue de lotir.
 - (2) Voir l'article 119, § 4, alinéa 1er, de l'ordonnance du 29 août 1991, remplacé par l'ordonnance du 23 novembre 1993.
 - (3) Voir, en ce sens, l'exposé des motifs du projet devenu l'ordonnance du 23 novembre 1993 (Doc. C.R.B., A-283/1-93/94, p. 10).

.../...

4. La règle que contient l'alinéa 8 en projet trouverait mieux sa place, d'une part, à l'article 154 de l'ordonnance du 29 août 1991 (1) et, d'autre part, à l'article 158 de la même ordonnance (2).

Article 3.

1. Il y a lieu d'écrire après la phrase liminaire :

"Art. 110. § 1er. Le Gouvernement ...".

Une observation analogue vaut pour la suite du projet.

2. La double conjonction "et/ou" est à remplacer par la conjonction "ou".

La même observation vaut pour l'article 116, § 1er, alinéa 4, en projet.

3. Au paragraphe 1er en projet, le texte opère une distinction selon qu'il existe ou qu'il n'existe pas un plan particulier d'affectation du sol en vigueur pour le territoire où se trouve le bien.

(1) En ce qui concerne les demandes de permis de lotir.

(2) En ce qui concerne les demandes de certificat d'urbanisme en vue de lotir.

A ce sujet, il y a lieu de rappeler qu'en vertu de l'article 205, § 1er, de l'ordonnance du 29 août 1991, d'une part, les plans particuliers d'aménagement approuvés sous l'empire de l'arrêté-loi du 2 décembre 1946 concernant l'urbanisation ou de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme sont considérés comme des plans particuliers d'affectation du sol au sens de l'ordonnance précitée et, d'autre part, la procédure de délivrance des permis et certificats dans le périmètre des plans particuliers d'aménagement approuvés en application de l'arrêté-loi du 2 décembre 1946 ou de l'article 17 de la loi du 29 mars 1962 est celle que prévoit l'article 116 de l'ordonnance, c'est-à-dire la procédure applicable au cas où il n'existe pas de plan particulier d'affectation du sol pour le territoire où se trouve le bien.

En bonne logique, il en résulte que, lorsque le paragraphe 1er en projet mentionne l'hypothèse où il n'existe pas de plan particulier d'affectation du sol pour le territoire où se trouve le bien, il convient d'y assimiler le cas où le bien qui fait l'objet de la demande est situé dans le périmètre d'un plan particulier d'aménagement approuvé en application de l'arrêté-loi du 2 décembre 1946 ou de l'article 17 de la loi du 29 mars 1962.

Le texte doit être revu pour tenir compte de cette observation.

.../...

4. Au paragraphe 3 en projet, les alinéas 2 et 3 font largement double emploi avec les alinéas 3 et 4 de l'article 116, § 1er, en projet.

Pour éviter ce double emploi, il est suggéré de rédiger le paragraphe 3 comme suit :

"§ 3. Le fonctionnaire délégué vérifie si le dossier et les documents qui lui sont transmis en application du paragraphe 1er sont complets. S'il constate que cette condition n'est pas remplie, il notifie ce constat au demandeur et au collège des bourgmestre et échevins dans les quinze jours à dater de la réception du dossier et des documents, en indiquant quelles sont les pièces manquantes et en précisant, le cas échéant, que le délai de quarante-cinq jours prévu à l'article 116, § 1er, est calculé à partir de la date à laquelle il aura reçu l'ensemble des pièces dont il a constaté l'absence".

Article 4.

Cette disposition est à rédiger comme suit :

"Art. 4. A l'article 113 de la même ordonnance, l'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 113. Lorsque".

.../...

Article 5 (nouveau).

La modification de l'article 114 de l'ordonnance précitée doit faire l'objet, conformément à l'usage, d'un article distinct qui sera l'article 5.

Le texte néerlandais de la phrase liminaire de cet article devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 5 (devenant l'article 6).

1. La rédaction de cette disposition essentielle du projet gagnerait à être conçue de manière plus simple et plus lisible de façon à répondre au but que les auteurs du projet se sont assignés, à savoir simplifier la procédure dans l'intérêt des administrés.

2. Les alinéas 1er et 2 du paragraphe 1er en projet font largement double emploi avec l'article 110, § 1er, en projet. Le seul élément nouveau consiste en la précision que, parmi les documents à transmettre au fonctionnaire délégué, le collège des bourgmestre et échevins doit joindre un "rapport".

Mieux vaut omettre les alinéas 1er et 2 en projet et, si les auteurs du projet l'estiment nécessaire, faire mention du "rapport" envisagé - dont le contenu devrait être défini - dans l'article 110, § 1er.

.../...

3. Au début de l'alinéa 5 du paragraphe 1er en projet, les auteurs du texte paraissent partir de l'idée que les seuls documents à communiquer au fonctionnaire délégué sont "la demande et le rapport du collège des bourgmestre et échevins". Or il se peut qu'en exécution de l'article 110, § 1er, en projet, le Gouvernement exige la transmission d'autres documents.

Le texte doit être revu à la lumière de cette observation.

4. Dans les hypothèses visées aux alinéas 6 et 7 du paragraphe 1er en projet, le délai pour la notification de l'avis du fonctionnaire délégué est porté à septante-cinq jours.

Dans certaines de ces hypothèses, le délai prévu pourrait être insuffisant. Ainsi en va-t-il si l'administration ou l'instance consultée en application de l'alinéa 6 tarde à donner son avis. En ce qui concerne les mesures particulières de publicité, il y a lieu de rappeler que les délais de leur mise en oeuvre peuvent être assez longs : selon l'article 8 de l'ordonnance du 29 août 1991, la durée d'une enquête publique ne peut être inférieure à quinze jours et la moitié au moins du délai prescrit d'une enquête publique doit se situer en dehors des périodes de vacances scolaires d'été, de Pâques et de Noël; en outre, il faut encore compter les huit jours prévus pour dresser le procès-

.../...

verbal de clôture de l'enquête (1) et les trente jours donnés à la commission de concertation pour émettre son avis (2).

Le texte en projet doit être réexaminé à la lumière de cette observation, laquelle vaut aussi, mutatis mutandis, pour l'article 128, alinéas 2 et 3, en projet.

5. A l'alinéa 9 en projet il existe une contradiction en ce que, d'un part, il est prévu que, si le fonctionnaire délégué n'a pas notifié son avis dans le délai de quarante-cinq jours, son avis est présumé favorable à la demande - ce qui donne à penser que le collège des bourgmestre et échevins ne pourrait pas prendre en considération un avis tardif -, alors que le même alinéa poursuit en faisant état d'un avis qui serait donné ultérieurement par le fonctionnaire délégué, laissant entendre ainsi que cet avis pourrait tout de même avoir une certaine valeur non autrement précisée. Cette contradiction doit être levée.

Article 6.

1. L'alinéa 1er du paragraphe 2 en projet est la reproduction littérale du texte existant. Il n'y a donc pas lieu de remplacer celui-ci.

(1) Article 113, alinéa 3, de l'ordonnance du 29 août 1991.

(2) Article 114 de la même ordonnance.

2. Quant à l'alinéa 2, il appelle la même observation que celle qui avait été faite par la section de législation du Conseil d'Etat au sujet de la disposition formant l'article 116, § 2, alinéa 3, de l'ordonnance du 29 août 1991, à savoir qu'il résulte de cette ordonnance - et, en particulier, de ses articles 36 et 46 - qu'il n'entre pas dans l'objet d'un plan communal de développement de contenir des "prescriptions réglementaires ... en ce qui concerne les dimensions des parcelles, le volume, l'implantation et l'esthétique des constructions" (1). Par conséquent, sauf à modifier les dispositions de l'ordonnance du 29 août 1991 relatives au contenu et aux effets du plan communal de développement, l'alinéa 2 en projet n'a pas de raison d'être et doit également être omis.

Article 7.

1. La rédaction suivante est proposée :

"Art. 7. A l'article 119 de la même ordonnance, modifié par les ordonnances des 30 juillet 1992 et 23 novembre 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 2, alinéa 1er, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. Cette notification ...";

(1) Doc. C.R.B., A-283/1-93/94, p. 26.

- 2° dans le paragraphe 3, alinéa 1er, 2°, les mots "septante-cinq jours" sont remplacés par les mots "nonante jours";
- 3° dans le paragraphe 4, alinéa 2, les mots "trente jours" sont remplacés par les mots "quarante-cinq jours".

2. Compte tenu de la modification apportée à l'article 119, § 3, de l'ordonnance du 29 août 1991, il convient sans doute d'apporter la même modification à l'article 158, alinéa 2, 2°, de la même ordonnance.

Article 8.

Dans la phrase liminaire, les mots "abrogé et" doivent être omis.

Article 9.

Les seules décisions dont l'article 125 de l'ordonnance du 29 août 1991 prévoit la transmission au fonctionnaire délégué sont celles qui accordent un permis. En conséquence, dans la disposition en projet, les mots "ou refusant" doivent être omis.

Par ailleurs, étant donné que l'article 159 de l'ordonnance du 29 août 1991 prévoit l'application de l'article 125 dans le cas où un certificat d'urbanisme a été délivré, les mots "ou le certificat d'urbanisme" qui

.../...

figurent dans le texte français sont inutiles et doivent également être omis.

Le texte néerlandais de l'article 125, § 1er, en projet, devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 10.

La rédaction suivante est proposée :

"Art. 10. A l'article 128 de la même ordonnance sont apportées les modifications suivantes :

- 1º dans l'alinéa 2, les mots "trente jours" sont remplacés par les mots "quarante-cinq jours";
- 2º les alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 1er et 2 :

"Lorsque ...

Lorsque ...".

Article 11.

1. L'alinéa 1er en projet est la reproduction littérale du texte existant. Il n'y a donc pas lieu de remplacer celui-ci.

.../...

2. L'alinéa 2 en projet apporte, par contre, d'importantes modifications au texte existant.

Selon le texte actuellement en vigueur, trois conditions doivent être réunies pour que le permis puisse être octroyé dès réception des plans modifiés sans avoir à soumettre ceux-ci à nouveau aux actes d'instruction auxquels la demande a donné lieu : il faut que les modifications n'affectent pas l'objet de la demande, qu'elles soient accessoires et qu'elles visent à répondre aux objections suscitées par les plans initiaux.

Il résulte de la manière dont est formulé le texte en projet que, désormais, une seule condition suffirait : soit les modifications n'affectent pas l'objet de la demande, soit elles visent à répondre aux objections suscitées par les plans initiaux, soit encore elles tendent à faire disparaître de la demande les dérogations visées à l'article 116, § 2 (1).

Toutefois, suivant les explications du délégué du gouvernement, l'intention des auteurs du projet ne correspond nullement au texte examiné. D'après lesdites explications, deux hypothèses sont à distinguer :

a) dans une première hypothèse, les modifications visent à faire disparaître de la demande les dérogations visées à

(1) Au passage, on relève que les auteurs du texte ne mentionnent pas les dérogations visées à l'article 118, § 2.

l'article 116, § 2; en ce cas, l'intention des auteurs du projet est de permettre l'octroi du permis dès réception des plans modifiés sans avoir à soumettre ceux-ci à nouveau aux actes d'instruction auxquels la demande a donné lieu, mais à condition que les modifications n'affectent pas l'objet de la demande;

- b) dans toutes les autres hypothèses, il n'entre pas dans l'intention des auteurs du projet de modifier l'état du droit existant.

Considérant que telle est bien l'intention des auteurs du projet, l'article examiné doit être fondamentalement revu.

Article 12.

Cette disposition énonce une règle qui n'a d'autre objet que de confirmer une solution généralement admise. Elle est donc inutile et doit être omise.

Article 14 (devenant l'article 13).

Cette disposition serait rédigée plus simplement si elle prévoyait que l'ordonnance en projet ne s'applique pas aux dossiers pour lesquels la demande de certificat d'urbanisme, de permis d'urbanisme ou de permis de lotir a été introduite avant son entrée en vigueur.

.../...

Observation finale.

Le texte néerlandais du projet de l'exposé des motifs et du commentaire des articles, laisse totalement à désirer. Les graves et nombreuses lacunes qu'il présente en sont énoncées dans la partie néerlandaise, in fine, du présent avis.

Il doit être revu du tout au tout.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"Il est nécessaire que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale adopte sans retard le projet d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme de manière à ce qu'il puisse être soumis, au plus tôt, au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale de sorte qu'il soit mis fin aux graves dysfonctionnements présents dans la procédure d'instruction actuelle des demandes de permis d'urbanisme.

La modification de l'ordonnance du 29 août 1991 s'impose avec d'autant plus d'urgence que les délais réels d'instruction des demandes de permis d'urbanisme auxquels sont soumis les particuliers sont tels qu'ils mettent en cause la confiance des citoyens dans le fonctionnement de l'administration".

*

*

*

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.

Voordrachtformulier.

Men schrijve :

"Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken en Vervoer,".

.../...

Indieningsbesluit.

Overeenkomstig het gebruik zou het verkieslijk zijn te schrijven : "De Minister van Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken en Vervoer is gelast in naam van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bij de Brusselse Hoofdstedelijke Raad het ontwerp van ordonnantie in te dienen waarvan de tekst hierna volgt :".

Bepalend gedeelte.

Artikel 2.

1. Uit de toelichtingen van de gemachtigde van de regering vloeit voort dat de stellers van het ontwerp ervan uitgegaan zijn dat de zin die in de huidige tekst van artikel 109 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw aanvangt met de woorden "Is dit niet het geval, dan ...", het vierde lid van dit artikel vormt. Deze zin vormt echter geen onderscheiden lid : hij is de tweede zin van artikel 109, derde lid.

De ontworpen bepaling moet derhalve worden aangepast in het licht van die opmerking.

2. De volgende inrichting wordt voorgesteld :

"Art. 2. Artikel 109 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw,

.../...

gewijzigd bij de ordonnantie van 23 november 1993, wordt gewijzigd als volgt :

- 1° tussen het derde en het vierde lid (1) wordt het volgende lid ingevoegd :

"Een kopie van de brief die de gemeente ingevolge het derde en vierde lid aan de aanvrager zendt, wordt gelijktijdig ...";

- 2° de volgende leden worden toegevoegd :

"Wanneer ... volledige dossier binnen vijf dagen na verzending van het ontvangstbewijs bedoeld in het derde lid.

De Regering bepaalt welke documenten ... binnen vijf dagen na verzending van het ontvangstbewijs bedoeld in het derde lid, wanneer de aanvraag aan de overlegcommissie om advies wordt voorgelegd"".

3. Het ontworpen zesde lid is toepasselijk in het geval waarin "de aanvraag de raadpleging van besturen of instellingen vereist".

De formulering van dit geval is ontleend aan de oorspronkelijke lezing van artikel 119 van de ordonnantie

(1) Doch niet tussen het vierde en het vijfde lid.

van 29 augustus 1991, waarvan het vierde lid als volgt luidde :

"Indien de aanvraag de raadpleging van besturen of betrokken instellingen vereist, worden de in het tweede lid (1) bedoelde termijnen met dertig dagen verlengd".

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft in twee adviezen geoordeeld dat, gelet op de betekenis van het werkwoord "vereisen", deze bepaling verwees naar gevallen waarin de raadpleging krachtens een uitdrukkelijke tekst verplicht wordt gesteld, bij wijze van verplichte formaliteit, met uitsluiting van de gevallen waarin de overheid een zodanige raadpleging louter opportuun zou achten (2). Rekening houdend met die adviezen is artikel 119 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 achteraf gewijzigd, waarbij het woord "vereist" vervangen is door de uitdrukking "aanleiding geeft tot" (3); bij wege van deze uitdrukking kan niet alleen voorzien worden in het geval waarin een

-
- (1) Het betreft de termijnen gesteld voor de kennisgeving van de beslissing waarbij het college van burgemeester en schepenen uitspraak doet over een vergunningsaanvraag.
- (2) Advies L. 21.611/9 over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve betreffende de behandeling van de aanvragen om stedenbouwkundige vergunning en stedenbouwkundige attesten, en advies L. 22.199/9 over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve betreffende de behandeling van de aanvragen om verkavelingsvergunning en stedenbouwkundig attest met het oog op verkavelen.
- (3) Zie artikel 119, § 4, eerste lid, van de ordonnantie van 29 augustus 1991, vervangen bij de ordonnantie van 23 november 1993.

.../...

advies vereist is krachtens een uitdrukkelijke bepaling, doch ook in het geval waarin het advies aangevraagd wordt op initiatief van de overheid waarbij de vergunningsaanvraag is ingediend (1).

Het ontworpen zesde lid moet herzien worden in het licht van deze toelichting.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 116, § 1, zesde lid, en voor het ontworpen artikel 128, tweede lid.

4. Het bepaalde in het ontworpen achtste lid zou enerzijds beter worden opgenomen in artikel 154 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 (2), en anderzijds in artikel 158 van dezelfde ordonnantie (3).

Artikel 3.

1. Na de inleidende zin schrijve men :

(1) Zie in dat verband de memorie van toelichting bij het ontwerp dat de ordonnantie van 23 november 1993 is geworden (Gedr. St. BHR, A-283/1-93/94, blz. 10).

(2) Wat de aanvragen om verkavelingsvergunning betreft.

(3) Wat de aanvragen om stedenbouwkundig attest met het oog op verkavelen betreft.

"Art. 110. § 1. De Regering ... binnen vijftientwintig dagen ...".

Een zelfde opmerking geldt voor het vervolg van het ontwerp.

2. De voegwoordcombinatie "en/of" moet worden vervangen door het voegwoord "of".

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 116, § 1, vierde lid.

3. In de ontworpen paragraaf 1 wordt een onderscheid gemaakt naargelang voor het gebied waarin het goed gelegen is, al dan niet een geldend bijzonder bestemmingsplan bestaat.

In dat verband moet eraan herinnerd worden dat krachtens artikel 205, § 1, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 enerzijds de bijzondere plannen van aanleg, goedgekeurd onder de gelding van de besluitwet van 2 december 1946 betreffende de stedenbouw of van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw, beschouwd worden als bijzondere bestemmingsplannen in de zin van de voornoemde ordonnantie, en anderzijds de procedure van afgifte van de vergunningen en attesten binnen de omtrek van de bijzondere plannen van aanleg, goedgekeurd met toepassing van de besluitwet van 2 december 1946 of van artikel 17 van de wet van 29 maart

.../...

1962, die is welke wordt voorgeschreven bij artikel 116 van de ordonnantie, te weten de procedure toepasselijk in het geval waarin voor het gebied waarin het goed gelegen is, geen bijzonder bestemmingsplan bestaat.

Logischerwijs vloeit daaruit voort dat wanneer de ontworpen paragraaf 1 het geval vermeldt waarin voor het gebied waarin het goed gelegen is, geen bijzonder bestemmingsplan bestaat, daarmee het geval moet worden gelijkgesteld waarin het in de aanvraag bedoelde goed zich bevindt binnen de omtrek van een bijzonder plan van aanleg, goedgekeurd met toepassing van de besluitwet van 2 december 1946 of van artikel 17 van de wet van 29 maart 1962.

De tekst moet zodanig worden herzien, dat rekening wordt gehouden met die opmerking.

4. In de ontworpen paragraaf 3 zijn het tweede en het derde lid een overbodige herhaling van het bepaalde in het derde en het vierde lid van het ontworpen artikel 116, § 1.

Om die herhaling te voorkomen, wordt voorgesteld paragraaf 3 als volgt te stellen :

"§ 3. De gemachtigde ambtenaar gaat na of het dossier en de documenten die hem worden overgezonden met toepassing van paragraaf 1, volledig zijn. Stelt hij vast dat aan die voorwaarde niet is voldaan, dan brengt hij die vaststelling binnen vijftien dagen te rekenen van de

.../...

ontvangst van het dossier en de documenten ter kennis van de aanvrager en van het college van burgemeester en schepenen, waarbij hij aangeeft welke stukken ontbreken en er in voorkomend geval op wijst dat de termijn van vijfenveertig dagen gesteld in artikel 116, § 1, berekend wordt vanaf de datum waarop hij alle stukken heeft ontvangen waarvan hij heeft vastgesteld dat ze ontbraken".

Artikel 4.

Deze bepaling moet als volgt worden gesteld :

"Art. 4. In artikel 113 van dezelfde ordonnantie wordt het eerste lid vervangen als volgt :

"Art. 113. Wanneer ... binnen vijf dagen na verzending ... of binnen vijftien dagen na de aanvraag ...".

Artikel 5 (nieuw).

De wijziging van artikel 114 van de voormelde ordonnantie dient overeenkomstig de gevestigde gewoonte een afzonderlijk artikel te vormen, dat artikel 5 zal worden.

In de inleidende zin van dat artikel schrijve men :
"... wordt aangevuld als volgt :".

.../...

Artikel 5 (dat artikel 6 wordt).

1. De stellers van het ontwerp zouden er beter aan doen deze wezenlijke bepaling van het ontwerp eenvoudiger en leesbaarder te redigeren opdat zij beantwoordt aan het doel dat zij zich gesteld hebben, namelijk de procedure in het belang van de bestuursorganen te vereenvoudigen.

2. Het eerste en het tweede lid van de ontworpen paragraaf 1 zijn grotendeels een duplicaat van het ontworpen artikel 110, § 1. Het enige nieuwe gegeven is de precisering dat een van de documenten die door het college van burgemeester en schepenen aan de gemachtigde ambtenaar dienen te worden bezorgd, een "verslag" is.

De stellers van het ontwerp zouden er beter aan doen het ontworpen eerste en tweede lid te laten vervallen en, als zij dat nodig achten, in artikel 110, § 1, gewag te maken van het voorgenomen "verslag", waarvan de inhoud zou moeten worden bepaald.

3. Aan het begin van het vijfde lid van de ontworpen paragraaf 1, lijken de stellers van de tekst uit te gaan van het idee dat de enige documenten die aan de gemachtigde ambtenaar moeten worden toegestuurd "de aanvraag en het verslag van het college van burgemeester en schepenen" zijn. Ter uitvoering van het ontworpen artikel 110, § 1, kan de Regering echter eisen dat andere documenten worden toegestuurd.

.../...

De tekst dient in het licht van deze opmerking te worden herzien.

4. In de gevallen bedoeld in het zesde en het zevende lid van de ontworpen paragraaf 1, wordt de termijn voor de kennisgeving van het advies van de gemachtigde ambtenaar op vijfenzeventig dagen gebracht.

In sommige van die gevallen zou de voorgeschreven termijn ontoereikend kunnen zijn. Dat is het geval als het bestuur of de met toepassing van het zesde lid geraadpleegde instelling talmt met het geven van advies. Wat de bijzondere maatregelen van openbaarmaking betreft, dient eraan te worden herinnerd dat de termijnen voor de uitvoering ervan vrij lang kunnen zijn : volgens artikel 8 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 mag de duur van een openbaar onderzoek niet korter zijn dan vijftien dagen en dient ten minste de helft van de voorgeschreven termijn van een openbaar onderzoek buiten de periode van de zomer-, Paas- en Kerst-schoolvakantie te vallen; bovendien moet nog rekening worden gehouden met de termijn van acht dagen waarin is voorzien voor het opmaken van het proces-verbaal van sluiting van het onderzoek (1) en met de dertig dagen waarover de overlegcommissie beschikt om haar advies te geven (2).

(1) Artikel 113, derde lid, van de ordonnantie van 29 augustus 1991.

(2) Artikel 114 van dezelfde ordonnantie.

De ontworpen tekst dient te worden herzien in het licht van deze opmerking, die mutatis mutandis ook voor het ontworpen artikel 128, tweede en derde lid geldt.

5. Het ontworpen negende lid bevat een contradictie doordat enerzijds bepaald wordt dat, als de gemachtigde ambtenaar niet binnen de termijn van vijfenveertig dagen zijn advies ter kennis heeft gebracht, hij geacht wordt gunstig te hebben geadviseerd over de aanvraag - wat de indruk wekt dat het college van burgemeester en schepenen geen rekening zou kunnen houden met een te laat gegeven advies -, terwijl verderop in hetzelfde lid sprake is van een advies dat later door de gemachtigde ambtenaar zou worden verstrekt, waardoor te verstaan wordt gegeven dat dat advies toch nog enige, niet nader bepaalde waarde zou kunnen hebben. Deze contradictie moet worden opgeheven.

Artikel 6.

1. Het eerste lid van de ontworpen paragraaf 2 is de letterlijke weergave van de bestaande tekst. Die behoort dan ook niet te worden vervangen.

2. Het tweede lid geeft aanleiding tot dezelfde opmerking als die welke door de afdeling wetgeving van de Raad van State is gemaakt over de bepaling die artikel 116, § 2, derde lid, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 vormt, namelijk dat uit die ordonnantie - inzonderheid uit

.../...

de artikelen 36 en 46 ervan - voortvloeit dat een gemeentelijk ontwikkelingsplan geen "verordenende voorschriften" bevat "... wat de perceelsafmetingen, de omvang, de plaatsing en de esthetische aard van de bouwwerken betreft" (1). Tenzij de ordonnantie van 29 augustus 1991 gewijzigd wordt ter zake van de bepalingen betreffende de inhoud en de gevolgen van het gemeentelijk ontwikkelingsplan, heeft het ontworpen tweede lid bijgevolg geen bestaansreden en dient het eveneens te vervallen.

Artikel 7.

1. De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Art. 7. Artikel 119 van dezelfde ordonnantie, gewijzigd bij de ordonnanties van 30 juli 1992 en 23 november 1993, wordt gewijzigd als volgt :

1^o paragraaf 2, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

"§ 2. Deze kennisgeving geschiedt binnen de volgende termijnen ... het ontvangstbewijs voorgeschreven in artikel 109 :";

2^o in paragraaf 3, eerste lid, 2^o, worden de woorden "vijfenzeventig dagen" vervangen door de woorden "negen-tig dagen";

(1) Gedr. St. B.H.R., A-283/1-93/94, blz. 26.

3° in paragraaf 4, tweede lid, worden de woorden "dertig dagen" vervangen door de woorden "vijfenveertig dagen".

2. Gelet op de wijziging die in artikel 119, § 3, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 wordt aangebracht, dient wellicht dezelfde wijziging te worden aangebracht in artikel 158, tweede lid, 2°, van dezelfde ordonnantie.

Artikel 8.

In de inleidende zin dienen de woorden "opgeheven en" te vervallen.

Artikel 9.

De enige beslissingen waarvan artikel 125 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 bepaalt dat ze aan de gemachtigde ambtenaar moeten worden toegezonden, zijn die waarbij een vergunning wordt toegekend. Bijgevolg dienen in de ontworpen bepaling de woorden "of weigert" te vervallen.

Aangezien artikel 159 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 bepaalt dat artikel 125 van toepassing is in het geval een stedenbouwkundig attest afgegeven is, dienen de woorden "ou le certificat d'urbanisme" die in de Franse tekst voorkomen, overigens als onnodig te vervallen.

.../...

Het ontworpen artikel 125, § 1, zou aldus gesteld moeten worden :

"De Regering bepaalt welke stukken het college van burgemeester en schepenen in dat geval voegt bij het afschrift van de beslissing waarbij de vergunning, die zij ter kennis brengt van de gemachtigde ambtenaar, verleend wordt".

Artikel 10.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Art. 10. Artikel 128 van dezelfde ordonnantie wordt gewijzigd als volgt :

- 1° in het tweede lid, worden de woorden "dertig dagen" vervangen door de woorden "vijfenveertig dagen";
- 2° tussen het eerste en het tweede lid worden de volgende leden ingevoegd :

"Wanneer ... schepenen zulks heeft nagelaten, raadpleegt hij ze zelf en verwittigt hiervan ... aanvrager. In dat geval ... gestelde termijn

Wanneer ... maatregelen ... schepenen zulks heeft nagelaten, verzoekt hij het college de voormelde maatregelen binnen tien dagen ... te nemen. In dat geval ... gestelde termijn ...".

.../...

Artikel 11.

1. Het ontworpen eerste lid is de letterlijke weergave van de bestaande tekst. Die behoeft dan ook niet te worden vervangen.

2. De bestaande tekst wordt daarentegen door het ontworpen tweede lid ingrijpend gewijzigd.

Volgens de thans geldende tekst dienen drie voorwaarden vervuld te zijn opdat de vergunning kan worden verleend zodra de gewijzigde plannen binnenkomen zonder dat daarvoor de onderzoeksdaten waartoe de aanvraag aanleiding heeft gegeven opnieuw hoeven te worden gesteld : de wijzigingen mogen het voorwerp van de aanvraag niet aantasten, zij moeten van bijkomstig belang zijn en tegemoet komen aan de bezwaren die de oorspronkelijke plannen hebben veroorzaakt.

Uit de manier waarop de ontworpen tekst geformuleerd is, blijkt dat voortaan een enkele voorwaarde zou volstaan : ofwel tasten de wijzigingen het voorwerp van de aanvraag niet aan, ofwel komen zij tegemoet aan de bezwaren die de oorspronkelijke plannen hebben veroorzaakt, ofwel strekken zij ertoe de wijzigingen, bedoeld in artikel 116, § 2, uit de aanvraag te schrappen (1).

(1) Terloops wordt erop gewezen dat de stellers van de tekst de in artikel 118, § 2, bedoelde afwijkingen niet vermelden.

Volgens de uitleg van de gemachtigde van de regering stemt de bedoeling van de stellers van het ontwerp echter geenszins overeen met de onderzochte tekst. Volgens die uitleg moeten twee gevallen worden onderscheiden :

- a) in het eerste geval strekken de wijzigingen ertoe uit de aanvraag de afwijkingen bedoeld in artikel 116, § 2, te doen verdwijnen; in dat geval is het de bedoeling van de stellers van het ontwerp het mogelijk te maken de vergunning te verlenen zodra de gewijzigde plannen worden binnengebracht zonder daarvoor de onderzoeksdaden waartoe de aanvraag aanleiding heeft gegeven opnieuw te hoeven stellen, op voorwaarde echter dat de wijzigingen het voorwerp van de aanvraag niet in het gedrang brengen;
- b) in alle andere gevallen is het niet de bedoeling van de stellers van het ontwerp de bestaande rechtstoestand te wijzigen.

Ervan uitgaande dat dit wel degelijk de bedoeling van de stellers van het ontwerp is, dient het onderzochte artikel grondig te worden herzien.

Artikel 12.

Deze bepaling formuleert een regel die er alleen toe strekt een algemeen aanvaarde oplossing te bevestigen. Ze is dan ook niet nodig en dient te vervallen.

.../...

Artikel 14 (dat artikel 13 wordt).

Deze bepaling kan eenvoudiger worden geredigeerd door daarin te stellen dat de ontworpen ordonnantie niet van toepassing is op de dossiers waarvoor de aanvraag om stedenbouwkundig attest, stedenbouwkundige vergunning of verkavelingsvergunning ingediend is vóór de inwerkingtreding ervan.

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van het ontwerp is ondermaats om verschillende redenen :

- 1° hij bevat talloze gallicismen, zoals : "overmaken" in plaats van "toezenden", cf. artikel 3 van het ontwerp; "afleveren" in plaats van "afgeven, uitreiken", cf. artikel 3 van het ontwerp; "voorzien" in plaats van "voorschrijven, bepalen", cf. artikelen 3, 5, 7 en 13 van het ontwerp; "in toepassing van" in plaats van "met toepassing van", cf. artikelen 2 en 3 van het ontwerp;
- 2° hij bevat verscheidene foutieve of onbegrijpelijke vertalingen van de Franse tekst, waardoor discrepanties kunnen ontstaan, bijvoorbeeld "de verzending van de beslissing" in plaats van "het afschrift van de beslissing", cf. artikel 9 van het ontwerp; "De gemachtigde ambtenaar bevoegt zijn advies" in plaats van "De gemachtigde ambtenaar brengt zijn advies ter kennis van ...", cf. artikel 5 van het ontwerp;

.../...

- 3° hij bevat fouten tegen de grammatica, zoals "het volledig dossier" in plaats van "het volledige dossier", cf. artikelen 2 en 3; "het voorafgaand advies" in plaats van "het voorafgaande advies", cf. artikel 7;
- 4° hij wordt gekenmerkt door foutief woordgebruik : bijvoorbeeld "dewelke" in plaats van "welke", cf. artikelen 2 en 3; "De Regering ... hij" in plaats van "De Regering ... zij", cf. artikel 9; "terug ... onderwerpen" in plaats van "weer, opnieuw ... onderwerpen".

De conclusie is dan ook dat de Nederlandse tekst van het ontwerp helemaal herschreven zou moeten worden.

La chambre était composée de :

Messieurs R. ANDERSEN,
de Heren

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

Madame M. PROOST,
Mevrouw

De kamer was samengesteld uit :

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. QUINTIN, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. R. QUINTIN, referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

R. ANDERSEN.

.../...